

ISEN

BREST



Introduction à l'économie numérique



Introduction à l'économie numérique (8h)

- Module 1.1 : Définitions et Concepts Fondamentaux (2h)
- Module 1.2 : Les Caractéristiques Économiques Uniques (3h)
- Module 1.3 : Les Acteurs Clés et leurs Écosystèmes (3h)

Partie 2 : L'Économie des Données et des Plateformes (8h)

- Module 2.1 : Le Commerce Électronique (E-Commerce) (2h)
- Module 2.2 : Les Systèmes de Paiement en Ligne (1h)
- Module 2.3 : Les Modèles Économiques Numériques (Digital Business Models) (5h)

Partie 3 : Impacts Sociétaux et Régulation (6h + travail de recherche)

- Module 3.1 : Impacts sur le Travail, l'Emploi et les Compétences (2h)
- **Module 3.2 : Enjeux Sociaux et Éthiques (2h)**
- Module 3.3 : Le Défi de la Régulation (2h)
-

Partie 4 : Perspectives Futures et Défis (2h)

- Module 4.1 : l'Homme augmenté par les services IA & les greffons électroniques
- Module 4.2 : Les Défis Transversaux pour Demain (1h)

Polarisation du marché du travail

Les données de l'INSEE et de l'OCDE confirment une tendance à la polarisation :

- Croissance des emplois très qualifiés (cadres, ingénieurs, data scientists, métiers de l'innovation).
- Croissance des emplois peu qualifiés de services (livreurs, aide à domicile, micro-travailleurs de plateformes).
- Déclin relatif des emplois intermédiaires (employés administratifs, comptables, back-office) sous l'effet de l'automatisation.

Étude de Goos, Manning & Salomons ("Job Polarization in Europe", 2014) confirmée par l'OCDE (2021) : la numérisation accélère la disparition des emplois routiniers de "classe moyenne".



Émergence d'un salariat de plateforme et recomposition statutaire

- En France, environ 250 000 à 300 000 travailleurs de plateforme (INSEE, 2023), dont une majorité dans la livraison et le VTC.
- Statut hybride : indépendance formelle, mais dépendance économique forte vis-à-vis des plateformes.
- Débat social et juridique majeur : requalification en salariat, protection sociale minimale.

Anticipation (CESE, rapport 2022) : extension de ces formes de travail dans d'autres secteurs (freelance numérique, micro-travail IA).



Transformation des classes moyennes

Les classes moyennes traditionnelles (employés administratifs, professions intermédiaires) sont fragilisées par la numérisation.

Hausse des inégalités intra-générationnelles : certains se requalifient (passage vers data/IT), d'autres sortent du marché ou se précarisent.

L'IPP (Institut des Politiques Publiques) souligne une segmentation accrue : une partie des classes moyennes se "recompose" autour des services numériques, une autre se "déclasse".



Nouvelles fractures sociales

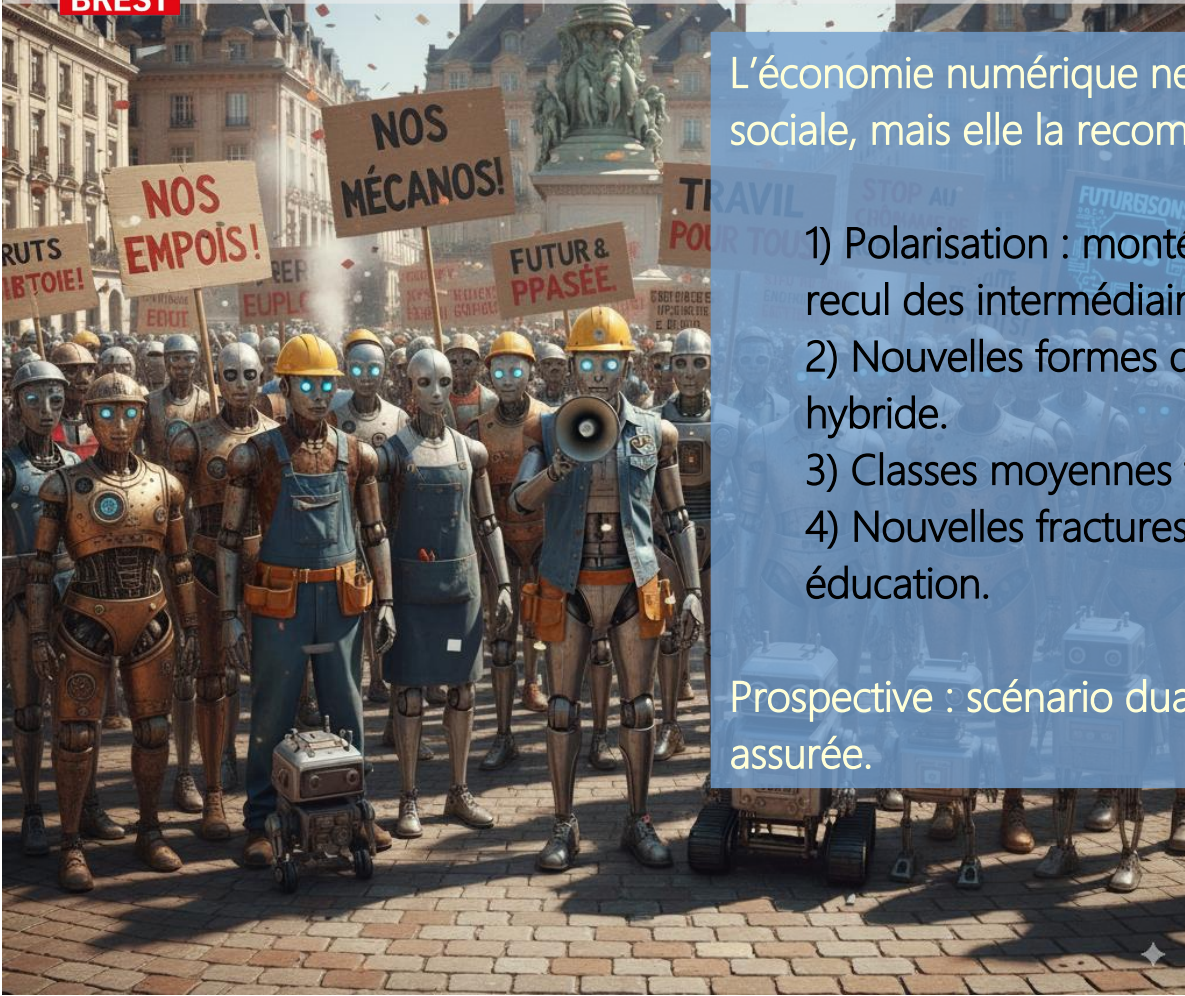
Fracture numérique d'accès et de compétences :

INSEE (2023) : 13 % de la population en France est encore en difficulté avec l'usage numérique de base (illectronisme).

Seniors, zones rurales, ménages modestes = populations les plus vulnérables.

Fracture territoriale : métropoles attractives (Paris, Lyon, Toulouse) concentrent les emplois numériques ; territoires périphériques sous-représentés.

Fracture éducative : montée de la valeur des diplômes technologiques et d'ingénierie, creusement entre diplômés du supérieur et sans diplôme.



L'économie numérique ne semble pas devoir effacer pas la structure sociale, mais elle la recompose :

- 1) Polarisation : montée des emplois très qualifiés et peu qualifiés, recul des intermédiaires.
- 2) Nouvelles formes de travail : économie de plateforme, statut hybride.
- 3) Classes moyennes fragilisées : risques de déclassement.
- 4) Nouvelles fractures : accès/compétences numériques, territoires, éducation.

Prospective : scénario dualisation si la montée en compétences n'est pas assurée.



Comment pensez-vous participer à ces impacts sociaux dans les années à venir ?

Quels sont les impacts négatifs ? Positifs ?

Que mettrez-vous en place pour suivre les évolutions ?

Aidez-vous de l'IA pour réfléchir à un plan d'action.



Règle #4 de l'économie numérique : la donnée est le pétrole du XXIème siècle

- L'hyperconnectivité facilite les échanges générateurs de données, dont les données à caractère personnel.
- Transformées en information utile, ces données créent de la valeur.
- Cette information produit de la connaissance et permet de prendre des décisions.

PRIVACY IS MY SUPERPOWER!

ISEN

BREST

Vie privée & Données personnelles



La grande majorité des données à caractère personnel collectée n'appartient pas à l'établissement qui les collecte, mais aux personnes à qui elles sont reliées.

Dans un monde nouveau, il faut garantir des droits nouveaux liés à « la personnalité numérique » des individus.

Nous vivons dans un monde un miroir physique / numérique.

PRIVACY IS MY SUPERPOWER!



Le droit du numérique découle et s'inscrit dans les grands principes de droit.

es personnelles



PRIVACY IS MY SUPERPOWER!



Textes internationaux fondateurs (droits fondamentaux)

- Déclaration universelle des droits de l'homme (ONU, 1948)

Article 12 : protection contre les ingérences arbitraires dans la vie privée.

- Pacte international relatif aux droits civils et politiques (ONU, 1966, art. 17)

Droit à la vie privée, à la protection contre l'atteinte à l'honneur et à la réputation.

- Convention européenne des droits de l'homme (CEDH, 1950, art. 8)

Droit au respect de la vie privée et familiale, du domicile et de la correspondance.

Jurisprudence constante de la Cour EDH étendant ce droit au numérique.

- Convention 108 du Conseil de l'Europe (1981, révisée 2018)

Premier traité international contraignant sur la protection des données personnelles.

PRIVACY IS MY SUPERPOWER!



Textes européens spécifiques

Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2000, art. 7 & 8)

Art. 7 : respect de la vie privée et familiale.

Art. 8 : droit à la protection des données personnelles (autonome par rapport à la vie privée).

Directive 95/46/CE (1995)

Première harmonisation européenne en matière de données personnelles.

Règlement général sur la protection des données (RGPD, UE, 2016, applicable 2018) Texte central définissant les droits des personnes (information, consentement, accès, rectification, effacement, portabilité, opposition, limitation). Introduit la logique de responsabilité (accountability).

Directive ePrivacy (2002, modifiée 2009)

Protection des communications électroniques (cookies, consentement, secret des communications).



Textes européens spécifiques

Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2000, art. 7 & 8)

Art. 7 : respect de la vie privée et familiale.

Art. 8 : droit à la protection des données personnelles (autonome par rapport à la vie privée).

Directive 95/46/CE (1995)

Première harmonisation européenne en matière de données personnelles.

Règlement général sur la protection des données (RGPD, UE, 2016, applicable 2018) Texte central définissant les droits des personnes (information, consentement, accès, rectification, effacement, portabilité, opposition, limitation). Introduit la logique de responsabilité (accountability).

Directive ePrivacy (2002, modifiée 2009)

Protection des communications électroniques (cookies, consentement, secret des communications).



Textes nationaux (France)

Constitution française (préambule, 1946 & DDHC 1789)

Fondements généraux des libertés individuelles et du respect de la vie privée.

Loi Informatique et Libertés (France, 1978, révisée 2018 pour mise en conformité RGPD)

Précurseur en Europe : création de la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés).

Encadre la collecte, le traitement et la protection des données personnelles.

Code pénal et Code civil (France)

Sanctions en cas d'atteinte à la vie privée (ex. art. 226-1 et suivants Code pénal : atteinte à l'intimité de la vie privée).

PRIVACY IS MY SUPERPOWER!



Textes récents et en discussion (UE & France)

Digital Services Act (DSA, 2022) : responsabilité des plateformes sur les contenus et la transparence algorithmique.

Digital Markets Act (DMA, 2022) : encadrement des grandes plateformes (GAFAM).

AI Act (2024) : encadrement de l'IA en fonction des niveaux de risque.

Data Governance Act (DGA, 2022) et Data Act (2023) : régulation du partage et de l'utilisation des données non personnelles et industrielles.

PRIVACY IS MY SUPERPOWER!



Hiérarchie des textes fondateurs des droits numériques (vie privée & données personnelles)

Textes internationaux fondateurs (droits fondamentaux)

- Déclaration universelle des droits de l'homme (ONU)
- Convention européenne des droits de l'homme (CEDH)
- Convention 108 du Conseil de l'Europe

Textes européens spécifiques

- Charte des droits fondamentaux de l'UE
- Directive 95/46/CE
- RGPD
- Directive ePrivacy

Textes récents et en discussion (UE & France)

- Digital Services Act
- Digital Markets Act
- AI Act
- Data Act

ISEN

BREST

Vie privée & Données personnelles

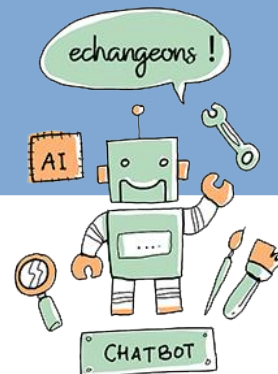


Aidez-vous de l'IA pour recensez où vous avez laissé des DCP vous concernant.

Cherchez où sont les services les plus risqués pour vos données.

Quelles textes légaux sur le numérique s'y appliquent ?

PRIVACY IS MY SUPERPOWER!





Introduction à l'économie numérique (8h)

- Module 1.1 : Définitions et Concepts Fondamentaux (2h)
- Module 1.2 : Les Caractéristiques Économiques Uniques (3h)
- Module 1.3 : Les Acteurs Clés et leurs Écosystèmes (3h)

Partie 2 : L'Économie des Données et des Plateformes (8h)

- Module 2.1 : Le Commerce Électronique (E-Commerce) (2h)
- Module 2.2 : Les Systèmes de Paiement en Ligne (1h)
- Module 2.3 : Les Modèles Économiques Numériques (Digital Business Models) (5h)

Partie 3 : Impacts Sociétaux et Régulation (6h + travail de recherche)

- Module 3.1 : Impacts sur le Travail, l'Emploi et les Compétences (2h)
- Module 3.2 : Enjeux Sociaux et Éthiques (2h)
- **Module 3.3 : Le Défi de la Régulation (2h)**
-

Partie 4 : Perspectives Futures et Défis (2h)

- Module 4.1 : l'Homme augmenté par les services IA & les greffons électroniques
- Module 4.2 : Les Défis Transversaux pour Demain (1h)

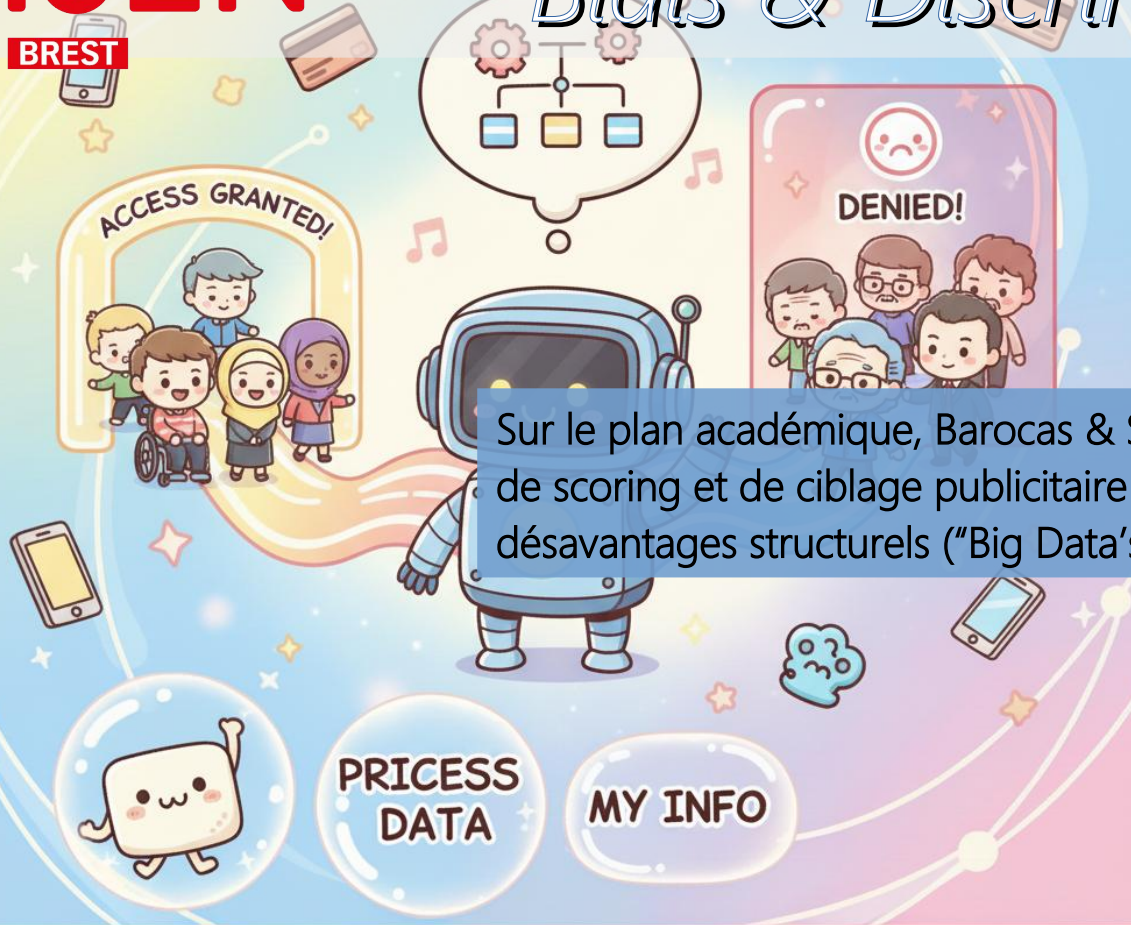
Biais & Discrimination

Le Défi de la Régulation

Emploi : Les systèmes de recrutement automatisés peuvent écarter des candidatures féminines ou issues de minorités, comme l'a montré l'analyse du système d'Amazon en 2018 (Reuters, 2018)

FAIR FOR ALL?

Biais & Discrimination



Sur le plan académique, Barocas & Selbst (2016) ont démontré que les algorithmes de scoring et de ciblage publicitaire exposent davantage certains groupes à des désavantages structurels ("Big Data's Disparate Impact", California Law Review)

FAIR FOR ALL?

Biais & Discrimination



Le Défi de la Régulation

Noble (2018), dans *Algorithms of Oppression*, a montré comment les moteurs de recherche renforcent des stéréotypes sur la race et le sexe.

FAIR FOR ALL?

Biais & Discrimination



Le Défi de la Régulation

En Europe, le rapport du Conseil de l'Europe (2020) souligne que ces biais peuvent menacer la cohésion sociale et l'égalité des droits, en contradiction avec les articles 7 et 8 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

FAIR FOR ALL?

Biais & Discrimination

HOW IT WORKS!

Le Défi de la Régulation

la plupart des modèles d'IA sont des « boîtes noires » difficiles à auditer. Cela pose la question de la responsabilité : qui doit rendre des comptes en cas de décision préjudiciable pour les personnes ?

OPEN-SOURCE

HUMAN-READBLE

UNDERSTAND YOUR DATA!

HOW IT WORKS!

Le Défi de la Régulation

Sur le plan social, la généralisation de tels systèmes risque de fragiliser la confiance dans les institutions, les marchés du travail et la démocratie.

Plusieurs institutions (OCDE 2021, UNESCO 2021) recommandent donc d'intégrer l'équité, la diversité et la redevabilité dans la conception des systèmes d'IA (ethics by design), et de renforcer les capacités d'audit indépendant.

UNDERSTAND YOUR DATA!



BIAS ALGORITHMIQUES ET DISCRIMINATION

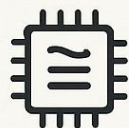


Risques

- Les algorithmes peuvent reproduire et amplifier les discriminations existantes

Exemples

- Recrutement: les femmes défavorisées
- Crédit: les minorités défavorisées
- Justice: biais algorithmiques prédictifs



Enjeux Éthiques

- Outils souvent opaques (boîtes noires)
- Manque de responsabilité et de transparence

Pistes de Solutions

- Intégrer l'équité dès la conception (ethics by design)
- Audits indépendants des algorithmes



Pistes de Solutions

- Intégrer l'équité dès la conception (*ethics by design*)
- Audits indépendants des algorithmes

Biais & Discrimination

Définitions

Désinformation : diffusion intentionnelle de fausses informations pour tromper, manipuler ou influencer (Wardle & Derakhshan, Council of Europe Report, 2017).

Bulles de filtres : concept popularisé par Pariser (2011), désignant les environnements informationnels personnalisés par les algorithmes qui réduisent l'exposition à la diversité des opinions.

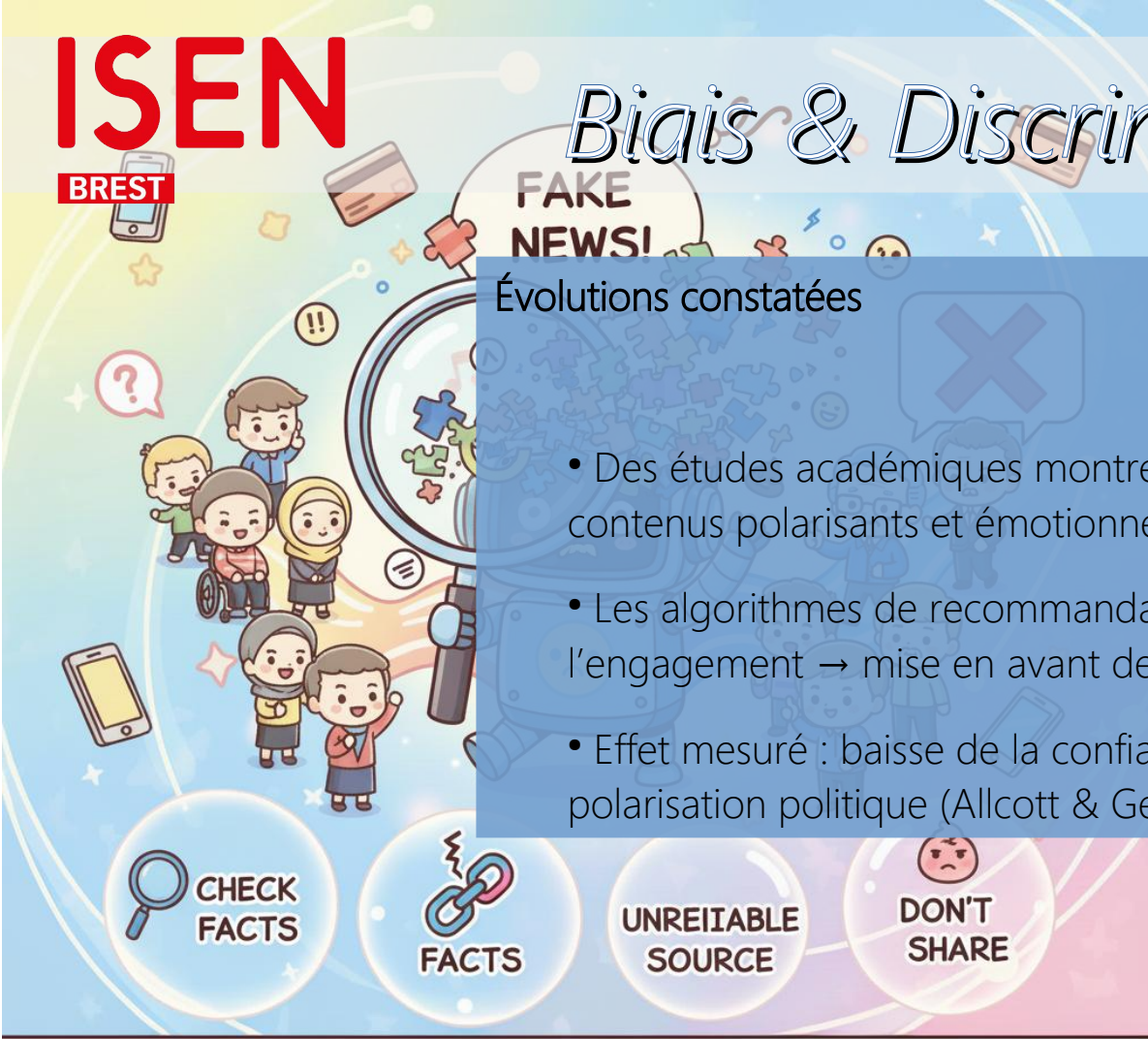
Chambres d'écho (echo chambers) : renforcement des croyances existantes par exposition répétée à des contenus similaires (Sunstein, 2017).

THINK BEFORE YOU SHARE!

Biais & Discrimination

Évolutions constatées

- Des études académiques montrent que les réseaux sociaux amplifient les contenus polarisants et émotionnels (Vosoughi et al., Science, 2018).
- Les algorithmes de recommandation (Facebook, YouTube, TikTok) favorisent l'engagement → mise en avant de contenus sensationnalistes ou radicaux.
- Effet mesuré : baisse de la confiance dans les institutions, montée de la polarisation politique (Allcott & Gentzkow, 2017 ; Guess et al., 2020).



CHECK
FACTS

FACTS

UNRELIABLE
SOURCE

DON'T
SHARE

THINK BEFORE YOU SHARE!

Biais & Discrimination

Enjeux sociaux

- Démocratie fragilisée : manipulation électorale (ex. Cambridge Analytica, élections 2016 aux États-Unis).
- Santé publique menacée : diffusion de fausses informations médicales (anti-vaccins, Covid-19).
- Cohésion sociale fragilisée : amplification des divisions sociales, communautaires et idéologiques.

INFORM
YOURSELF

TRUSTED
NEWS

PROTECT
ELECTIONS

PRON'T
SPEAK UP

DEFEND OUR DEMOCRACY!

Biais & Discrimination

Enjeux sociaux

- Démocratie fragilisée : manipulation électorale (ex. Cambridge Analytica, élections 2016 aux États-Unis).
- Santé publique menacée : diffusion de fausses informations médicales (anti-vaccins, Covid-19).
- Cohésion sociale fragilisée : amplification des divisions sociales, communautaires et idéologiques.

INFORM
YOURSELF

TRUSTED
NEWS

PROTECT
ELECTIONS

PRON'T
SPEAK UP

DEFEND OUR DEMOCRACY!

Biais & Discrimination

Enjeux éthiques

- Responsabilité des plateformes : quelle obligation de modération ?
- Équilibre entre liberté d'expression et lutte contre les discours de haine ou la désinformation.
- Transparence algorithmique : nécessité d'un droit à comprendre comment l'information est filtrée et hiérarchisée.



INFORM
YOURSELF



TRUSTED
NEWS



PROTECT
ELECTIONS



PRON'T
SPEAK UP

DEFEND OUR DEMOCRACY!

Biais & Discrimination

Réponses et perspectives

- Textes européens récents : Digital Services Act (2022) impose des obligations de transparence et de modération aux grandes plateformes.
- Approches académiques : nécessité de développer une éducation au numérique et à l'esprit critique (OCDE, UNESCO).
- Solutions techniques et éthiques : pluralité des sources, audits indépendants des algorithmes, outils de fact-checking.

INFORM
YOURSELF

TRUSTED
NEWS

PROTECT
ELECTIONS

PRON'T
SPEAK UP

DEFEND OUR DEMOCRACY!

Biais & Discrimination

Réponses et perspectives

- Textes européens récents : Digital Services Act (2022) impose des obligations de transparence et de modération aux grandes plateformes.
- Approches académiques : nécessité de développer une éducation au numérique et à l'esprit critique (OCDE, UNESCO).
- Solutions techniques et éthiques : pluralité des sources, audits indépendants des algorithmes, outils de fact-checking.



DIGITAL
SKILLS



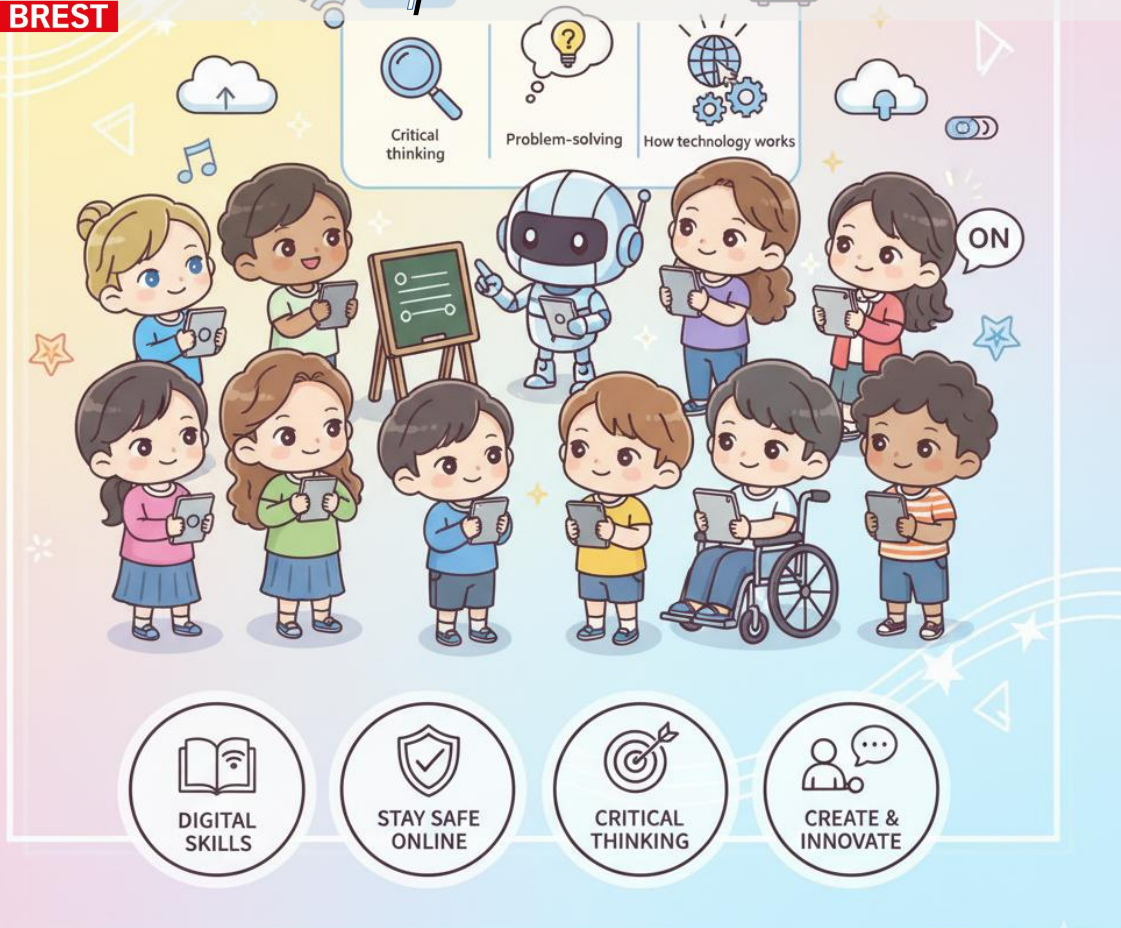
STAY SAFE
ONLINE



CRITICAL
THINKING



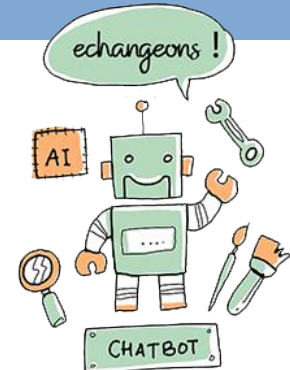
CREATE &
INNOVATE



EMPOWER YOUR DIGITAL FUTURE!

Comment faire émerger les biais d'une IA ?

Faites le test.





Hiérarchie des textes fondateurs des droits numériques (vie privée & données personnelles)

Textes internationaux fondateurs (droits fondamentaux)

- Déclaration universelle des droits de l'homme (ONU)
- Convention européenne des droits de l'homme (CEDH)
- Convention 108 du Conseil de l'Europe

Textes européens spécifiques

- Charte des droits fondamentaux de l'UE
- Directive 95/46/CE
- RGPD
- Directive ePrivacy

Textes récents et en discussion (UE & France)

- Digital Services Act
- Digital Markets Act
- AI Act
- Data Act



Le défi de la régulation



Le droit de la concurrence – appelé antitrust dans le monde anglo-saxon – vise à garantir des marchés ouverts et équitables en empêchant les pratiques qui faussent la concurrence : abus de position dominante, ententes anticoncurrentielles, concentrations excessives.

L'Union Européenne a été bâtie sur un pied de valeurs humanistes et un pied d'échanges commerciaux.

Le défi de la régulation



Dans l'économie numérique, ces règles prennent une importance accrue car les grandes plateformes bénéficient de caractéristiques spécifiques :

- effets de réseau,
- accumulation massive de données,
- coûts marginaux quasi nuls,

qui favorisent la constitution de positions dominantes naturelles (« monopole naturel »).

Le défi de la régulation



Les autorités de concurrence (Commission européenne, DOJ aux États-Unis, Autorité de la concurrence en France) ont ainsi multiplié les actions contre les GAFAM : amendes contre Google pour abus de position dominante dans la recherche (UE, 2017-2019), contre Apple pour pratiques restrictives sur l'App Store, ou encore contre Amazon pour exploitation des données des vendeurs tiers.

PROMOTE A FAIR MARKET FOR ALL!

Le défi de la régulation



L'enjeu social et éthique est double :

Équité économique → garantir que les PME, start-ups et nouveaux entrants puissent accéder au marché sans être évincés.

Protection des consommateurs → préserver le choix, la diversité, éviter les hausses de prix indirectes ou la dépendance excessive à une plateforme.



PROMOTE A FAIR MARKET FOR ALL!



Antitrust & numérique



Problématiques des plateformes

- Abus de position dominante
- Effets de réseau, accumulation massive de données
- Pratiques anti-concurrentielles



Exemples

- Google (UE, 17-19)
- Apple (App Store)
- Amazon (données vendeurs)



Réponse juridique

Droit de la concurrence

- Enquêtes, amendes

DMA, 2022

- Interdit d'avantager ses services
- Contrôle de l'utilisation des données

La réponse européenne combine le droit classique de la concurrence (basé sur la jurisprudence) et de nouveaux outils comme le **Digital Markets Act (DMA, 2022)**, qui impose des obligations aux "gatekeepers" (contrôle des données, interdiction de favoriser ses propres services).

Ainsi, le droit de la concurrence devient un instrument central de régulation des pouvoirs économiques du numérique et de préservation de la démocratie économique.

Le défi de la régulation



Références :

Motta, M. (2004). Competition Policy: Theory and Practice. Cambridge University Press.

Crémer, J., de Montjoye, Y.-A., & Schweitzer, H. (2019). Competition Policy for the Digital Era. Report for the European Commission.

Ezrachi, A. & Stucke, M. (2016). Virtual Competition. Harvard University Press.

Commission européenne, décisions Google (2017 Shopping, 2018 Android, 2019 AdSense).

Digital Markets Act, règlement (UE) 2022/1925.



Le défi de la régulation



Traditional Economy

Fiscalité de l'économie numérique

La fiscalité constitue un enjeu central de l'économie numérique, car les grandes plateformes mondiales (Google, Apple, Meta, Amazon, Microsoft – GAFAM) et leurs équivalents asiatiques (BATX) ont longtemps tiré parti de la dématérialisation des activités et des failles des systèmes fiscaux nationaux pour réduire leur imposition.



Le défi de la régulation

Fiscalité de l'économie numérique

Grâce aux mécanismes de prix de transfert* et à la localisation des bénéfices dans des juridictions à fiscalité avantageuse (Irlande, Luxembourg, Bermudes), ces entreprises affichaient des taux effectifs d'imposition bien inférieurs à ceux des entreprises traditionnelles. Selon l'OCDE, la numérisation a ainsi accentué l'érosion des bases fiscales et le transfert de bénéfices (Base Erosion and Profit Shifting – BEPS).

** Les prix de transfert sont ceux auxquels les sociétés d'un même groupe facturent les biens cédés ou les services prestés entre elles.*

Traditional Economy



Le défi de la régulation

Fiscalité de l'économie numérique

Grâce aux mécanismes de prix de transfert* et à la localisation des bénéfices dans des juridictions à fiscalité avantageuse (Irlande, Luxembourg, Bermudes), ces entreprises affichaient des taux effectifs d'imposition bien inférieurs à ceux des entreprises traditionnelles. Selon l'OCDE, la numérisation a ainsi accentué l'érosion des bases fiscales et le transfert de bénéfices (Base Erosion and Profit Shifting – BEPS).

** Les prix de transfert sont ceux auxquels les sociétés d'un même groupe facturent les biens cédés ou les services prestés entre elles.*

Traditional Economy



Le défi de la régulation

Face à cela, plusieurs réponses ont émergé :

Fiscalité nationale : la France a instauré en 2019 une taxe sur les services numériques (TSN) de 3 % sur le chiffre d'affaires réalisé dans certaines activités (publicité ciblée, intermédiation en ligne, vente de données).

Initiatives européennes : débats autour d'une taxe numérique commune, freinés par la nécessité de l'unanimité fiscale.

Accord international OCDE/G20 (2021) : instauration d'un taux minimum effectif de 15 % pour les multinationales et réallocation partielle des droits d'imposition aux pays de consommation.

Traditional Economy

Digital Economy



GLOBAL
TAX



CROSS-BORDER



STAY SAFE
SERLINES



DIGITAL
INNOVATE

Le défi de la régulation

Les enjeux sociaux et éthiques sont majeurs :

- garantir une contribution équitable des géants du numérique aux finances publiques,
- assurer une justice fiscale vis-à-vis des PME,
- et préserver la souveraineté des États face à des acteurs transnationaux.

L'efficacité des dispositifs dépendra toutefois de la mise en œuvre coordonnée et de la capacité à s'adapter à l'évolution rapide des modèles économiques numériques.



GLOBAL
TAX



CROSS-BORDER



STAY SAFE
SERLINES



DIGITAL
INNOVATE



Fiscalité de l'économie numérique

Optimisation des Géants du Numérique

- Activités immatérielles → évasion fiscale
- Localisation bénéfiques (Irlande, Luxembourg...)



Réponses

- **France**
 - Taxe sur les services numériques (2019)
- **UE**
 - Projet de taxe européenne
- **OCDE**
 - Accord minimum mondial 15 %

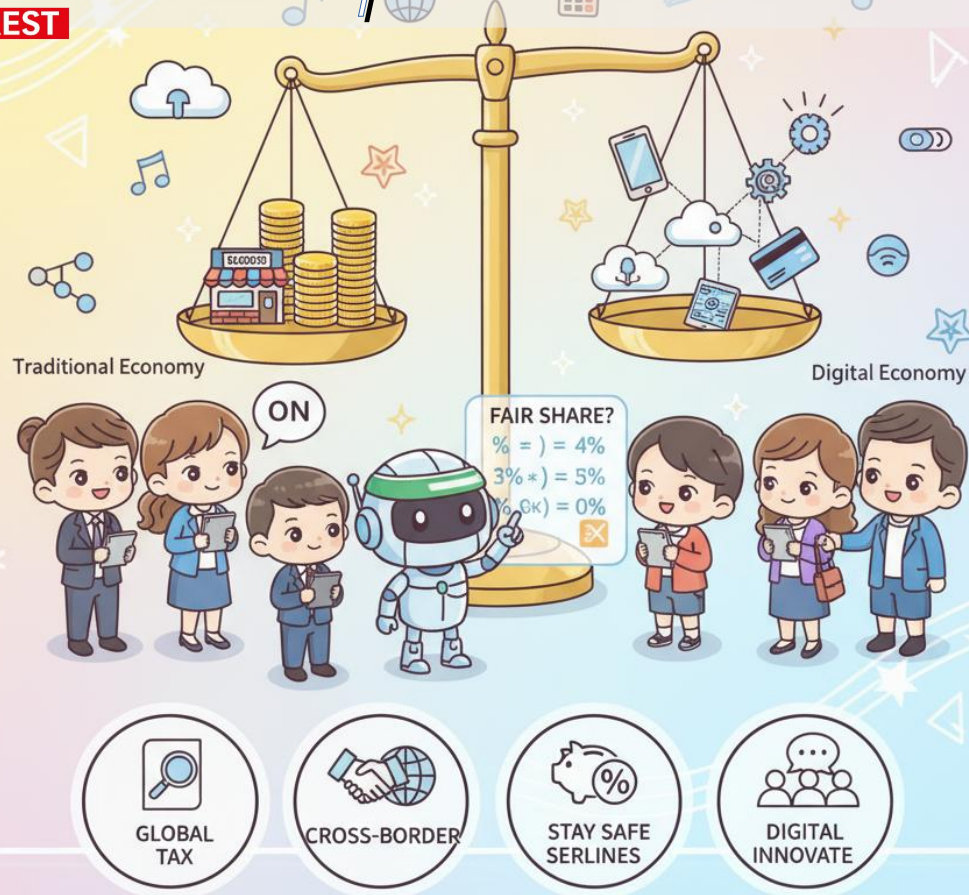


Enjeux

- Contribution équitable
- Justice fiscale
- Souveraineté

ences :

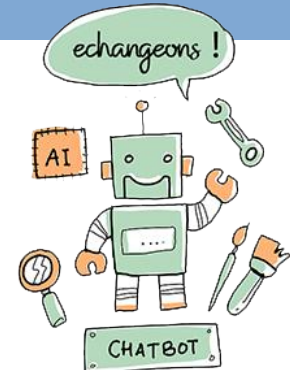
- OCDE (2021). Addressing the Tax Challenges of the Digitalisation of the Economy.
- Zucman, G. (2019). La richesse cachée des nations. Seuil.
- Commission européenne (2018). Taxation of the Digital Economy.
- Ministère de l'Économie (France), présentation de la taxe sur les services numériques (2019).



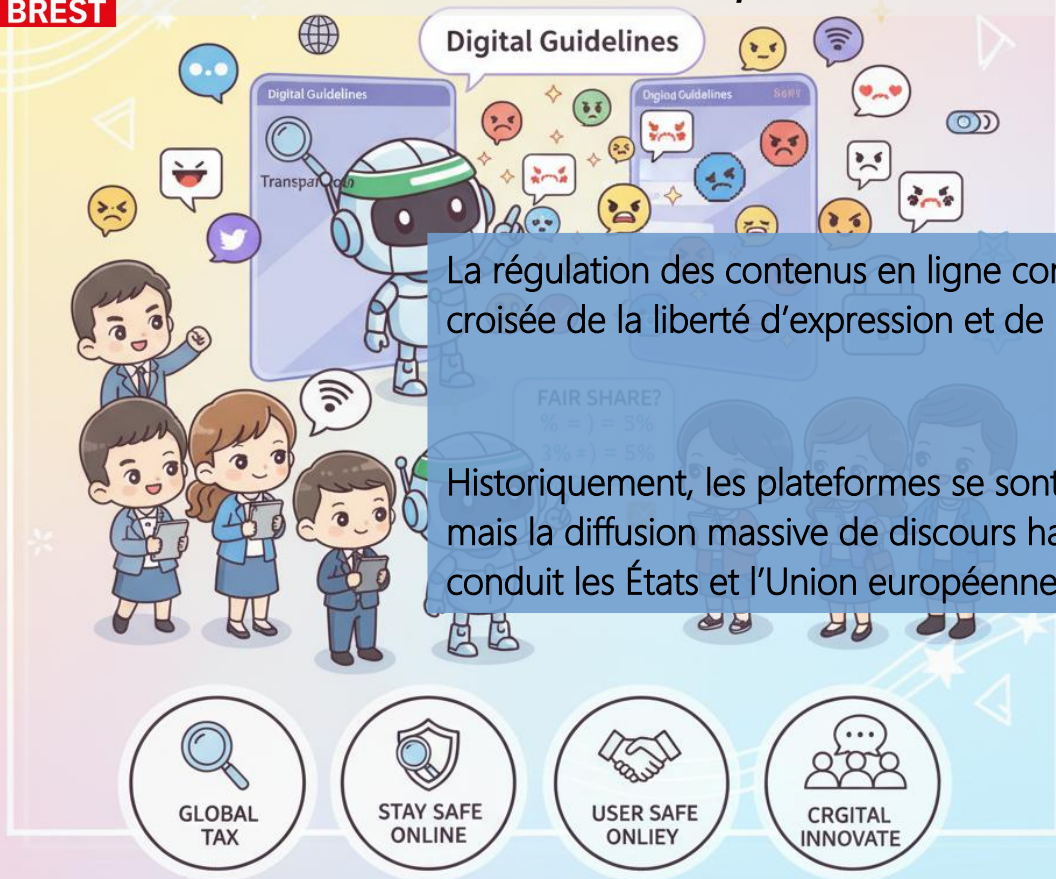
TAXING THE DIGITAL WORLD FAIRLY!

Analyser la pertinence des propositions de taxes suivantes sur une société de l'économie numérique :

- Taxe Tobin
- Taxe Zucman



Le défi de la régulation



La régulation des contenus en ligne constitue un enjeu majeur des sociétés numériques, à la croisée de la liberté d'expression et de la protection contre les abus.

Historiquement, les plateformes se sont développées selon une logique d'auto-régulation, mais la diffusion massive de discours haineux, de désinformation et de contenus illicites a conduit les États et l'Union européenne à encadrer plus strictement ces pratiques.

Le défi de la régulation



En Europe, la régulation repose d'abord sur la **directive e-commerce (2000)**, qui établissait le principe de responsabilité limitée des hébergeurs tant qu'ils n'avaient pas connaissance d'un contenu illicite.

Ce cadre a été renforcé par le **Digital Services Act (DSA, 2022)**, qui impose désormais aux grandes plateformes des obligations de modération proactive, de transparence algorithmique, de coopération avec les autorités judiciaires et de mise en place de procédures de recours pour les utilisateurs.



GLOBAL
TAX



STAY SAFE
ONLINE

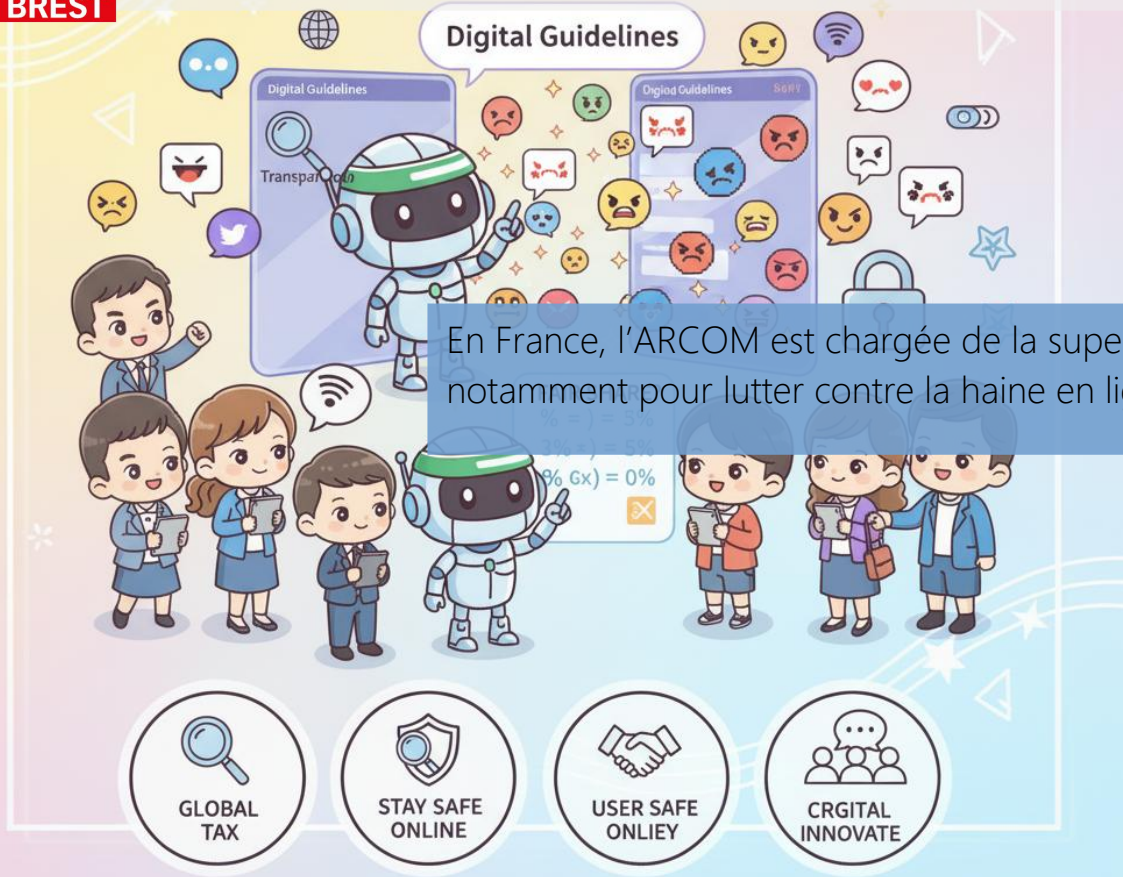


USER SAFE
ONLY



DIGITAL
INNOVATE

Le défi de la régulation



En France, l'ARCOM est chargée de la supervision des contenus audiovisuels et numériques, notamment pour lutter contre la haine en ligne et la protection des mineurs.

Le défi de la régulation

Sur le plan social et éthique, les enjeux sont multiples :

- Protéger les citoyens contre les discours de haine, la désinformation et les atteintes aux droits fondamentaux.
- Préserver la liberté d'expression en évitant une censure disproportionnée ou arbitraire.
- Assurer la transparence et l'équité dans les décisions de modération, souvent prises par des algorithmes.

Ainsi, la régulation des contenus illustre la tension permanente entre sécurité et liberté, et soulève la question de la responsabilité partagée entre plateformes privées, autorités publiques et société civile.



GLOBAL
TAX

STAY SAFE
ONLINE

USER SAFE
ONLINE

CRGITAL
INNOVATE



Régulation des contenus

Ancien régime → directive e commerce

Nouveau régime → DSA ARCOM

Enjeux →

Sociaux & Ethiques

- protection contre les abus
- liberté d'expression
- transparence & équité

Références :

- Commission européenne (2022). Digital Services Act (DSA).
- Conseil de l'Europe (2020). Study on freedom of expression and content moderation.
- Douek, E. (2020). Content Moderation as Systems Thinking. Harvard Journal of Law & Technology.
- ARCOM (France). Rapports annuels sur la lutte contre la haine en ligne.



Souveraineté numérique en Europe

La souveraineté numérique désigne la capacité d'un État ou d'une union politique comme l'Union européenne à contrôler ses infrastructures, ses données et ses technologies stratégiques, afin de ne pas dépendre excessivement d'acteurs étrangers.



LOCAL
CONTROL



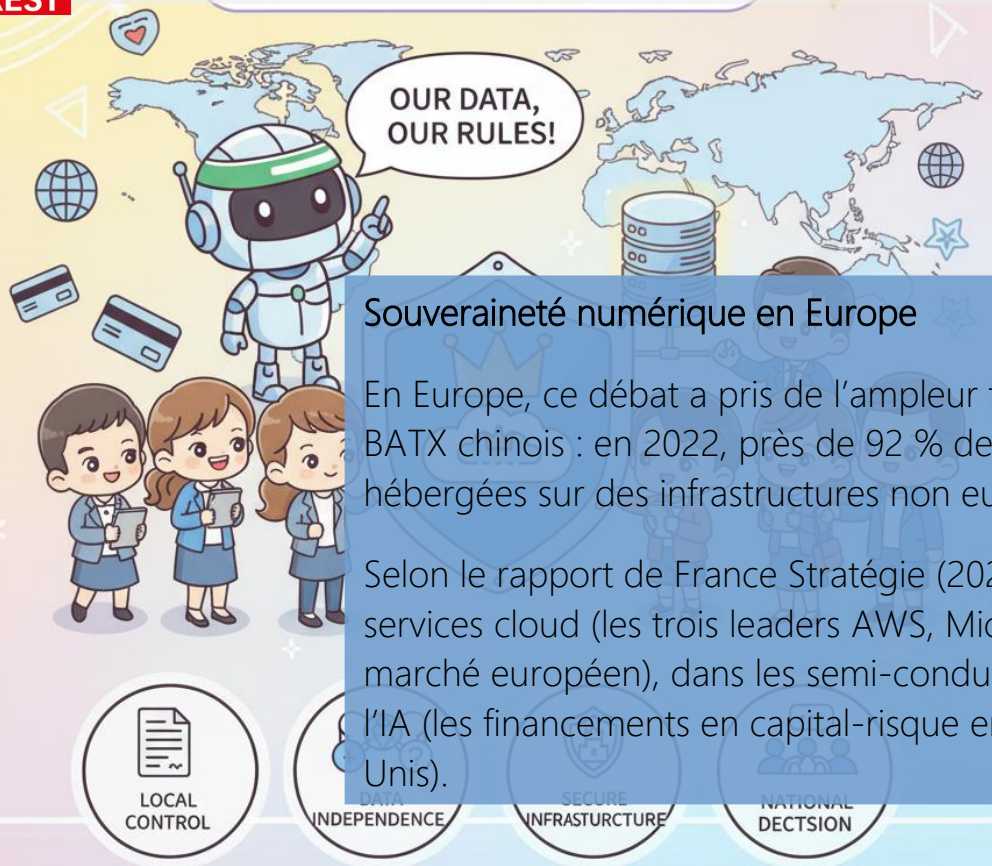
DATA
INDEPENDENCE



SECURE
INFRASTRUCTURE



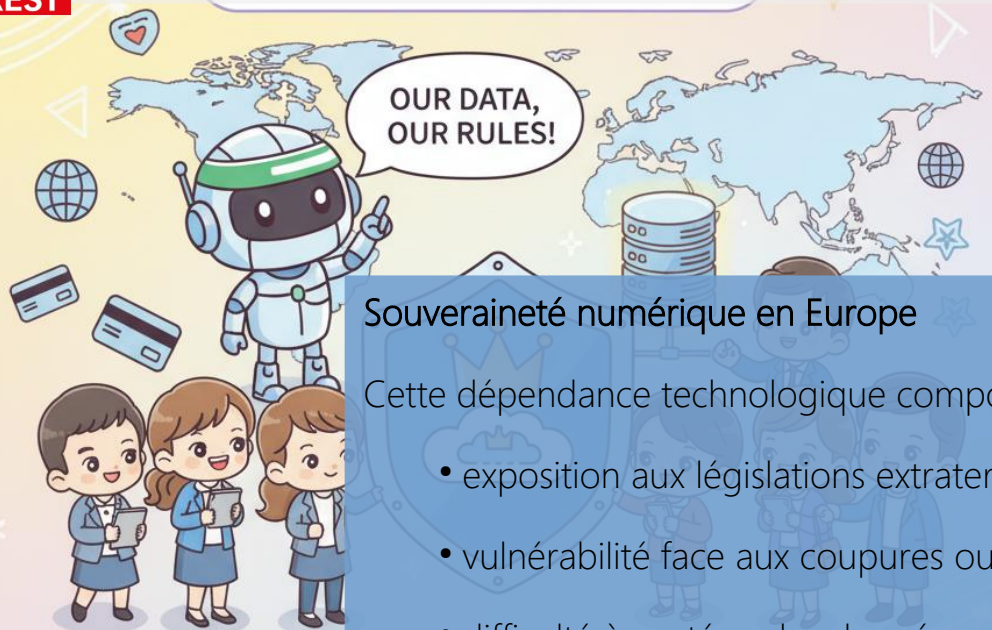
NATIONAL
DECTSION



Souveraineté numérique en Europe

En Europe, ce débat a pris de l'ampleur face à la domination des GAFAM américains et des BATX chinois : en 2022, près de 92 % des données personnelles des Européens étaient hébergées sur des infrastructures non européennes (Capgemini Research Institute, 2022).

Selon le rapport de France Stratégie (2020), l'Europe accuse un retard significatif dans les services cloud (les trois leaders AWS, Microsoft Azure, Google Cloud captent plus de 65 % du marché européen), dans les semi-conducteurs (ASML est une exception mondiale), et dans l'IA (les financements en capital-risque en IA sont environ 6 fois inférieurs à ceux des États-Unis).

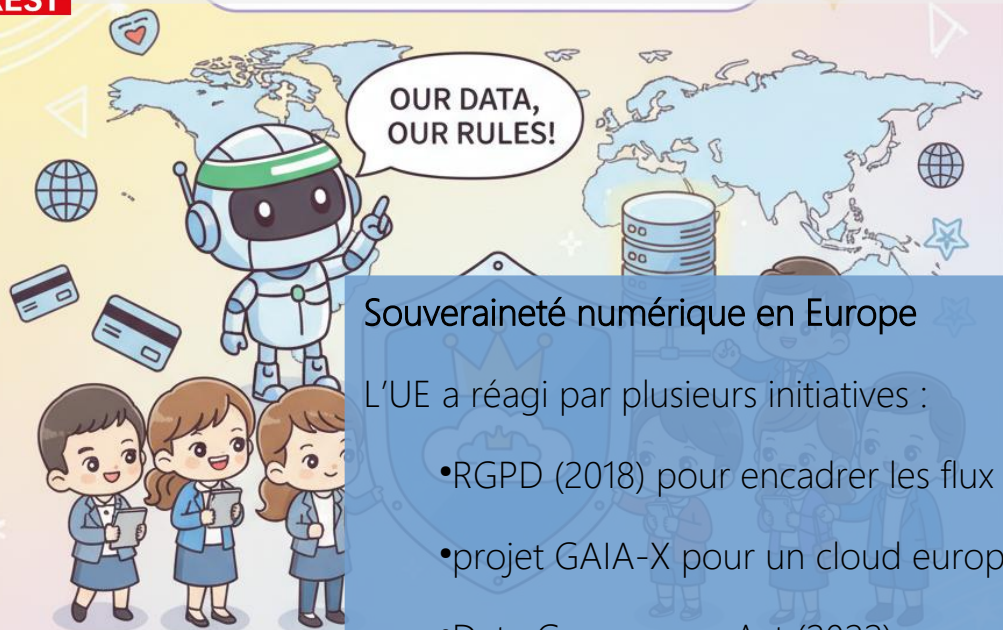


Souveraineté numérique en Europe

Cette dépendance technologique comporte des risques sociaux, économiques et politiques :

- exposition aux législations extraterritoriales (ex. Cloud Act américain),
- vulnérabilité face aux coupures ou aux sanctions,
- difficulté à protéger les données stratégiques publiques et privées.

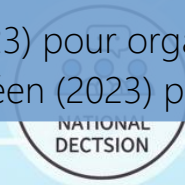


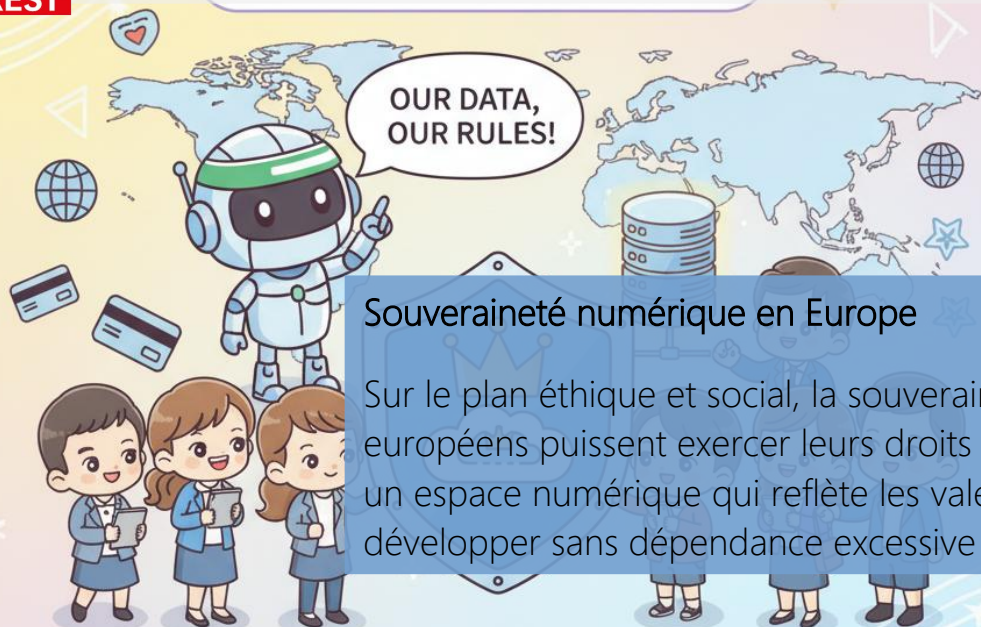


Souveraineté numérique en Europe

L'UE a réagi par plusieurs initiatives :

- RGPD (2018) pour encadrer les flux de données,
 - projet GAIA-X pour un cloud européen de confiance,
 - Data Governance Act (2022)
 - et Data Act (2023) pour organiser le partage et la réutilisation des données industrielles,
- Chips Act européen (2023) pour relancer la production de semi-conducteurs.





Souveraineté numérique en Europe

Sur le plan éthique et social, la souveraineté numérique vise à garantir que les citoyens européens puissent exercer leurs droits fondamentaux (vie privée, liberté d'expression) dans un espace numérique qui reflète les valeurs de l'UE, et que les entreprises locales puissent se développer sans dépendance excessive aux écosystèmes étrangers.



LOCAL
CONTROL



DATA
INDEPENDENCE



SECURE
INFRASTRUCTURE



NATIONAL
DECISION



SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE EN EUROPE



des données
personnelles
hébergées
hors d'Europe



+ 65 %
du marché
du cloud : AWS,
Azure, Google
Cloud



Financements IA
~ 6 x inférieurs à
ceux des Etats-
Unis



Risques

- Dépendance technologique
- Protection des données
- Sanctions et coupures



Initiatives

européennes

- RGPD
- Cloud & Data Acts
- Projet GAIA-X
- Chips Act

Références :

France Stratégie (2020). Souveraineté numérique : l'Europe face au défi de l'économie de plateforme.

Capgemini Research Institute (2022). Data Sovereignty in the Cloud.

European Commission (2022). Shaping Europe's Digital Future.

Brousseau, E. & Marzouki, M. (2021). La souveraineté numérique en question. Revue française de socio-économie.



Ph. RIS

Docteur en informatique

Certifié CNAM délégué à la protection des données

Diplômé du 3ème cycle ECR de l'ESC Bretagne Brest

Fondateur et dirigeant de la SAS Auris Solutions, société de conseil aux entreprises / système d'information

Délégué à la protection des données à caractère personnel

Ingénieur puis consultant auprès des DSI pendant 11 ans (Ile de France)

Enseignant / chercheur pendant 4 ans (jusqu'en 1997)

Auteur du livre « Les lunettes de l'économie numérique », 2017, éditions lulu.com

